

Extrait du registre des arrêtés

| N° | Objet | Date |
|--------------|---|------------|
| AAG_2023_190 | Prescription de la modification simplifiée n°2 du PLU de Saint-Clair-Du-Rhône | 10.05.2023 |

La Présidente de la Communauté de Communes Sylvie DEZARNAUD,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-36 et L.153-37,

Vu le schéma de cohérence territorial des Rives du Rhône approuvé le 28 novembre 2019,

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Saint-Clair-Du-Rhône, approuvé le 25 juin 2018, mis à jour le 25 avril 2019, et modifié le 31 janvier 2022,

Vu la délibération du Conseil Municipal de la commune de Saint-Clair-Du-Rhône, sollicitant la Présidente de la Communauté de Communes Entre Bièvre-Et-Rhône à faire évoluer le PLU, en date du 13 mai 2022,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Entre Bièvre-Et-Rhône, donnant son accord pour prescrire l'évolution du PLU, en date du 18 juillet 2022,

CONSIDÉRANT que la modification simplifiée envisagée du plan local d'urbanisme de Saint-Clair-Du-Rhône a pour objet de modifier la carte des aléas,

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour conséquence de changer les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle ou une protection édictée en raison d'un risque de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,

CONSIDÉRANT, en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de révision,

CONSIDÉRANT que cette modification n'a pas pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans la zone, de l'ensemble des règles du plan, de diminuer les possibilités de construire, de diminuer la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser et respecte les majorations de droit à construire définies à l'article L. 151-28 du code de l'urbanisme,

CONSIDÉRANT, en conséquence, que cette modification n'entre pas dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun,

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée est menée à l'initiative de la Présidente de la communauté de communes,

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme,

CONSIDÉRANT que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée du PLU pendant une durée de 1 mois selon des modalités qui seront définies ultérieurement par délibération, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme,

ARRETE

Article 1 : La procédure de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de Saint-Clair-Du-Rhône est prescrite.

Article 2 : Le projet de modification simplifiée porte sur la modification de la carte des aléas.

Article 3 : Le dossier de modification simplifiée du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, avant la mise à disposition au public.

Article 4 : Le dossier de modification simplifiée fera l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités qui seront arrêtées par délibération du conseil communautaire conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

Article 5 : Les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la modification du PLU seront inscrits au budget de l'exercice considéré.

Article 6 : A l'issue de la mise à disposition prévue à l'article 4 ci-dessus, la Présidente ou son représentant, en présente le bilan au conseil communautaire qui en délibère et adopte le projet éventuellement amendé pour tenir compte des avis émis et des observations du public, par délibération motivée.

Article 7 : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R.153-20 à R.153-22 du code de l'urbanisme. Il sera affiché au siège de la communauté de communes à Saint-Maurice-l'Exil et en mairie de Saint-Clair-Du-Rhône pendant le délai d'un mois, et la mention de cet affichage sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Fait et arrêté au siège de la Communauté de Communes Entre Bièvre et Rhône,

Pour extrait conforme

La Présidente,
S. DEZARNAUD